



Déclaration FSU du CTSD du 16 mars 2021

Nous voici réunis pour le CTSD concernant les fermetures et ouvertures de postes dans notre département pour les enseignants des collèges vosgiens. Il est important de rappeler que, dans le second degré, 1 883 postes sont fermés sur tout le territoire national, soit 7 490 suppressions depuis 2018, un « plan social » qui dans d'autres circonstances susciterait indignation et colère. Cette année, l'académie de Nancy-Metz perd 129 postes et les Vosges ne sont pas épargnées par ces restrictions : 7 fermetures, 4 créations et deux transformations de postes en collège, sans compter celles en lycée, notamment en sciences de l'ingénieur, discipline victime de la réforme des lycées de M. Blanquer. Ces fermetures ne font pas la une des actualités nationales. Même si « les DHG sont calculées au plus près », comme on nous l'assénait lors du dernier CDEN, il faut bien voir que ceux qui avaient trop espéré des paroles de notre Président et de notre Ministre il y a de cela un an ont de quoi être déçus. Alors qu'on nous disait que « plus rien ne sera comme avant », que la « mise en place de classes de 15 élèves maximum est ce qu'il y a de plus favorable pour les apprentissages quel que soit le niveau », cette majorité s'entête dans la destruction d'emplois publics malgré la crise sanitaire qui frappe notre pays depuis plusieurs mois. Par ailleurs, l'indigence des documents, le refus de nous remettre un document sur les compléments de service pour préparer sérieusement et en toute connaissance de cause cette instance ne peuvent que nous interroger sur la transparence de notre institution et sur sa volonté d'établir un véritable dialogue social.

« L'Éducation nationale, notre majorité l'a particulièrement choyée, et nous allons continuer de le faire » déclarait M. Castex à l'Assemblée Nationale il y a quelques mois. Voilà encore une belle démonstration de la « calino-thérapie » de ce gouvernement qui communique mais qui ne transforme pas en actes ses paroles.

Ces destructions d'emplois auront de graves conséquences sur l'apprentissage des élèves les moins favorisés surtout en ces temps de pandémie, nous creuserons davantage les inégalités ! Conséquences non seulement sur le public que nous accueillons mais aussi répercussion sur les conditions de travail des personnels :

- accroissement sans précédent depuis des années de la charge de travail.
- multiplication à outrance des compléments de services sur deux ou trois établissements
- forte inflation d'heures supplémentaires pour un salaire qui n'attire plus personne !

Ce n'est pas l'obole concédée à ses personnels (prime informatique) par le Ministre de l'Education qui ravit enseignants : somme dérisoire qui relève plutôt de l'humiliation et ne paie même pas un abonnement internet ! Que dire d'ailleurs de la reconnaissance des contractuels qui, bien que de plus en plus nombreux, ne bénéficient pas à ce jour de cette prime ni de l'action sociale pour une grande partie d'entre eux. Ce n'est pas non plus le cas avec la revalorisation promise à l'issue du Grenelle de l'Education puisque cette « revalorisation historique » selon le Ministre Blanquer, ne concernera à vrai dire que 31 % des personnels, exclura les stagiaires et sera faible et dégressive ! Ce n'est sûrement pas la réforme des épreuves au concours qui va motiver les troupes : une épreuve d'entretien professionnel qui relève plus de l'entretien pour entrer chez Mac Do que d'un recrutement sérieux à la dure tâche de

transmettre des connaissances et des compétences à des élèves. Encore moins ce qui est dans les tiroirs pour la rentrée 2021 : les contractuels-alternants pour 865 Euros par mois ! Voilà l'une des mesures trouvées par le Ministère pour pallier le déficit d'enseignants.

Classes surchargées, personnels à bout, contrats précaires, baisse des inscriptions aux concours, voilà aujourd'hui le visage de l'Education Nationale et au milieu de tout cela un général désavoué par une grosse majorité des troupes ! Jusqu'où va-t-on s'entêter ?

Et puisque nous parlons d'entêtement, que dire du gouvernement et du ministre, qui s'entêtent au-delà de la raison à garder les écoles ouvertes sans mesures supplémentaires alors que l'épidémie de Covid repart de plus belle ? Depuis septembre, nous enseignons dans des conditions sanitaires inquiétantes, parfois alarmantes, mais non, il faut maintenir les écoles ouvertes dans les mêmes conditions (donc sans demi-groupes ni en primaire, ni au collège), coûte que coûte. C'est même désormais notre fierté nationale ! Alors nous aussi, nous allons nous entêter à dénoncer cette situation, à pointer le fait que certains parents mettent à l'école des enfants présentant des symptômes ; que non, il n'y a pas de distanciation systématique entre chaque élève (il suffit pour cela de voir une classe de lycée à 35 élèves alors qu'en parallèle on interdit les conseils de classe à plus de 6 personnes) ; qu'en classe, les fenêtres ne sont pas systématiquement ouvertes voire ne s'ouvrent pas, que nous n'avons pas de capteurs de CO2, - combien de familles contaminées, nous ne le saurons jamais - que dans les bus scolaires, il n'y a plus de règles, que les campagnes de tests arrivent au compte-goutte... L'énumération pourrait encore être longue !

Nous n'avons jamais autant eu besoin de cohérence, de lien, de solidarité et de perspectives pour l'avenir. Une telle gouvernance nie la réalité des défis éducatifs et pédagogiques qui se seront encore accrus après plus d'une année de scolarité impactée par la pandémie de COVID 19.

Dans ce démantèlement en règle du service public, il y a tout de même des victoires. Le projet du gouvernement de transférer les personnels de santé scolaire aux collectivités territoriales a été abandonné. La mobilisation des Infirmier-es du SNICS-FSU a été payante.

Ainsi, la carte scolaire est un moment attendu chaque année par nos collègues, elle est espérée comme redoutée comme en témoignent les mobilisations de ces dernières semaines à Golbey, Gérardmer, Remiremont ou Neufchâteau. Nous répétons que c'est d'un plan d'urgence dont a besoin l'Education Nationale ce qui est loin d'être le cas avec la politique menée et les mesures proposées à ce CTSD.

Enfin, Monsieur le DASEN, nous vous alertons sur des situations qui perdurent et sont alarmantes quant à l'état de l'éducation dans les Vosges :

- au collège de Charmes, la situation devient explosive et extrêmement tendue (regain de violence, principale adjointe remplacée par la CPE, elle-même non remplacée, collègues en détresse et en colère) : que comptez-vous faire pour permettre le retour au calme et favoriser un travail serein pour les enseignants et leurs élèves ?
- à Golbey, les relations entre la mairie et les directeurs, en particuliers les directrices d'école, et les collègues sont difficiles depuis plusieurs années. Que dire quand des équipes entières ont peur de subir les foudres de l'adjoint aux affaires scolaires ? Le SNUipp-FSU a accompagné plusieurs de ces collègues en difficulté mais le problème perdure. Comment allez-vous soutenir ces personnels ? La seule solution est-elle pour eux de demander leur mutation sans que cela ne résolve le problème ?

Ces situations sont la partie émergée de l'iceberg, l'Ecole est le réceptacle des tensions de la société, il est cependant du devoir de nos Administrations de leur apporter du soutien et des conditions de travail digne d'un des pays les plus développés du monde.